RAPPORT SUR LA CAISSE GÉNÉRALE
AU
31 DÉCEMBRE 2024

Consœurs, confrères et amis,

Voici les états financiers de la Caisse générale pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. L'état de la situation financière, l'état des résultats, l'état des variations du solde, l'état des flux de trésorerie, les tableaux des frais généraux, des salaires et avantages sociaux et des dépenses de programmes, ainsi que les notes aux états financiers ont été vérifiés par Deloitte LLP. De plus, nous avons inclus des tableaux supplémentaires qui donnent une image plus détaillée des recettes et des dépenses.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ACTIF

L'actif total de la Caisse générale au 31 décembre 2024 était de 449,1 millions de dollars, comparativement à 404,8 millions de dollars au 31 décembre 2023. Voici les faits saillants :

Solde bancaire

Au 31 décembre 2024, le solde bancaire s'établissait à 18,8 millions de dollars, par rapport à 14,9 millions de dollars au 31 décembre 2023. Ce solde comprend des réserves de trésorerie mises de côté pour financer les prestations de retraite, les avantages sociaux futurs, le congrès national, la gestion immobilière et le Fonds pour les édifices régionaux.

Capitation à recevoir

La capitation à recevoir s'établissait à 52,6 millions de dollars au 31 décembre 2024, comparativement à 36,4 millions de dollars au 31 décembre 2023. Le tableau suivant donne des détails sur ces créances :

Capitation à recevoir						
TOTAL SCFP	**31 décembre 2024**		**31 décembre 2023**		**31 décembre 2022**	
(en millions de $)	**$**	**% du total**	**$**	**% du total**	**$**	**% du total**
Mois en cours	19,3	36,7 %	18,2	50,0 %	18,3	49,6 %
Arriérés de 2 mois	29,3	55,7 %	16,8	46,2 %	16,1	43,6 %
Arriérés de plus de 2 mois	4,0	7,6 %	1,4	3,8 %	2,5	6,8 %
Total	**52,6**	**100 %**	**36,4**	**100 %**	**36,9**	**100 %**

Placements à la valeur marchande

Dans l'état de la situation financière, les placements sont répartis en deux catégories : les placements généraux et les placements affectés aux avantages sociaux futurs. Les placements généraux s'élevaient à 58,6 millions de dollars au 31 décembre 2024, comparativement à 69,8 millions de dollars au 31 décembre 2023. Les placements affectés aux avantages sociaux futurs s'élevaient à 185,6 millions de dollars au 31 décembre 2024, contre 161,7 millions de dollars l'année précédente, pour une valeur totale des placements de 244,3 millions de dollars au 31 décembre 2024, contre 231,6 millions de dollars l'année précédente.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles s'élevaient à 112,5 millions de dollars au 31 décembre 2024, ce qui représente une augmentation de 4 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Cela s'explique principalement par d'importantes améliorations locatives au cours de l'année.

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 3,4 millions de dollars au cours de l'année, principalement en raison de la poursuite du développement du nouveau système comptable, du nouveau système de capitation et de diverses améliorations apportées à nos systèmes existants, notamment notre système de gestion des relations avec les membres (SGRM).

PASSIF

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 359,2 millions de dollars au 31 décembre 2024, contre 335,9 millions de dollars à la fin de l'exercice précédent.

Les charges à payer au titre des avantages sociaux futurs s'élevaient à 293,2 millions de dollars au 31 décembre 2024, contre 269 millions de dollars au 31 décembre 2023. Le SCFP continue de comptabiliser intégralement la valeur actuarielle de son passif à l'aide de la méthode d'évaluation actuarielle, que nous considérons comme la méthode de calcul la plus appropriée dans notre cas. Toutefois, CPA Canada exige une autre méthode de calcul qui produirait un passif supplémentaire de 39,3 millions de dollars non inscrit au bilan, comme en fait état la note 7 des états financiers vérifiés.

ÉTAT DES RÉSULTATS

L'état des résultats affiche un excédent de 20,9 millions de dollars, alors que le budget en prévoyait un de 3 057 $.

Les revenus ont dépassé le budget de 33 millions de dollars, ce qui s'explique par une capitation plus élevée que prévue (de 13,1 millions de dollars) et par des revenus de placements plus élevés que prévus (de 19,9 millions de dollars).

Revenus tirés de la capitation

Dans l'ensemble, les revenus tirés de la capitation étaient supérieurs de 13,1 millions de dollars au budget 2024. Voici les détails par région :

Revenus tirés de la capitation				
Région	**Réalité**	**Budget**	**Excédent (déficit)**	**Écart par rapport au budget**
Transport aérien	3 568 143	3 717 326	(149 183)	(4,0 %)
Section locale 1000	1 475 429	1 421 180	54 249	3,8 %
SEH	4 974 819	4 528 762	446 057	9,8 %
Atlantique	9 412 895	8 695 264	717 631	8,3 %
Maritimes	9 762 828	9 845 906	(83 078)	(0,8 %)
Québec	60 348 308	58 081 966	2 266 342	3,9 %
Ontario	110 203 175	102 352 274	7 850 901	7,7 %
Manitoba	10 578 696	10 623 855	(45 159)	(0,4 %)
Saskatchewan	10 283 724	10 532 414	(248 690)	(2,4 %)
Alberta	17 729 200	16 732 420	996 780	6,0 %
Colombie-Britannique	38 580 169	37 325 545	1 254 624	3,4 %
Total	**276 917 385**	**263 856 912**	**13 060 473**	**4,9 %**

Revenus tirés des placements

En 2024, nous avons gagné 3,9 millions de dollars en revenus sur nos placements généraux, comparativement à 2,9 millions de dollars en 2023. De plus, il y a eu 8,1 millions de dollars en revenus de placement réalisés sur les fonds mis de côté pour les coûts des avantages sociaux futurs. En 2024, les marchés financiers ont poursuivi leur redressement après le marché baissier de 2022; ils se sont même améliorés par rapport à 2023. Par conséquent, nous avons enregistré des gains non réalisés de 11,4 millions de dollars sur nos placements.

DÉPENSES

Le total des dépenses pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élève à 280,1 millions de dollars. Voici la répartition des dépenses :

Catégorie de dépenses	Dépenses réelles	Dépenses budgétées	Excédent (déficit)
Frais généraux	16 543 333 $	15 223 377 $	1 319 956 $
Salaires et avantages sociaux	196 059 091 $	182 706 612 $	13 352 479 $

Dépenses d'exploitation	52 429 266 $	52 665 371 $	(236 105 $)
Dépenses de programmes	15 105 637 $	17 485 495 $	(2 379 858 $)
Total	**280 137 327 $**	**268 080 855 $**	**12 056 472 $**

Frais généraux

Les postes les plus remarquables des frais généraux sont les suivants :

- Les dépenses électorales ont totalisé 2,4 millions de dollars.
- Les dépenses liées au congrès ont totalisé 2 millions de dollars.
- Les dépenses du programme d'aide aux employés se sont élevées à 1,7 million de dollars.
- Les dépenses des comités nationaux ont totalisé un peu plus de 1,7 million de dollars.
- L'orientation stratégique s'élève à un peu plus de 1,6 million de dollars.
- Le renforcement des divisions provinciales s'élève à 1,3 million de dollars.

Salaires et avantages sociaux

Les principales raisons du dépassement (de 13,4 millions de dollars) du budget des salaires et des avantages sociaux sont les suivantes :

- Les avantages sociaux futurs ont dépassé le budget de 11 millions de dollars en raison de l'imprévisibilité de la valeur de notre passif à la fin de l'exercice et de notre engagement à enregistrer intégralement ce passif dans notre bilan.
- Les salaires dépassent le budget de 900 000 $, soit de seulement 0,8 %, et les avantages sociaux actuels dépassent le budget de 1,4 million de dollars.

Dépenses de fonctionnement

Voici les points qui expliquent que les dépenses de fonctionnement étaient inférieures de 236 105 $ au budget au 31 décembre 2024 :

- Les frais de voyage étaient **supérieurs** de 966 559 $ au budget.
- Les dépenses de bureau étaient **inférieures** de 796 034 $ au budget.
- Les honoraires professionnels étaient **inférieurs** de 218 092 $ au budget.
- Les dépenses de télécommunications étaient **inférieures** de 198 555 $ au budget.

Dépenses de programmes

La plupart des dépenses de programmes ont été inférieures au budget 2024, à l'exception de la Direction des ressources humaines qui a légèrement dépassé le budget, de 317 398 $.

Ceci conclut mon rapport sur les états financiers de la Caisse générale pour l’exercice terminé le 31 décembre 2024.

Respectueusement soumis par,

La secrétaire-trésorière nationale,

CANDACE RENNICK

:cm/sepb 491

Financial statements of
États financiers du
Canadian Union of Public Employees – General Fund
Syndicat canadien de la fonction publique – Caisse générale

December 31, 2024
31 décembre 2024

Independent Auditor's Report	1–5	Rapport de l'auditeur indépendant
Statement of financial position	6	État de la situation financière
Statement of operations	7	État des résultats
Statement of changes in fund balances	8	État de l'évolution du solde de fonds
Statement of cash flows	9	État des flux de trésorerie
Notes to the financial statements	10–29	Notes complémentaires
Supporting schedules	30-32	Annexes

Deloitte LLP
100 Queen Street
Suite 1600
Ottawa ON K1P 5T8
Canada

Tel: 613-236-2442
Fax: 613-236-2195
www.deloitte.ca

Independent Auditor's Report

To the Members of
Canadian Union of Public Employees

Qualified Opinion

We have audited the financial statements of Canadian Union of Public Employees (the "Union") – General Fund, which comprise the statement of financial position as at December 31, 2024, and the statements of operations, changes in fund balances and cash flows for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies (collectively referred to as the "financial statements").

In our opinion, except for the possible effects of the matters described in the *Basis for Qualified Opinion* section of our report, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Union – General Fund as at December 31, 2024, and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Basis for Qualified Opinion

In common with many not-for-profit organizations, the Union – General Fund derives revenue from per capita tax contributions, the completeness of which is not susceptible to satisfactory audit verification. Accordingly, our verification of these revenues was limited to the amounts recorded in the records of the Union – General Fund and we were not able to determine whether any adjustments might be necessary to recorded per capita tax revenue, the excess of revenue over expenses, and cash flows from operations for the years ended December 31, 2024 and 2023, current assets as at December 31, 2024 and 2023, and fund balances as at January 1 and December 31 for both the 2024 and 2023 years.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du
Syndicat canadien de la fonction publique

Opinion avec réserves

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Syndicat canadien de la fonction publique (le « Syndicat ») – Caisse générale, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, et les états des résultats, de l'évolution du solde de fonds et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserves » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Syndicat – Caisse générale au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion avec réserves

Comme nombre d'organismes sans but lucratif, le Syndicat - Caisse générale tire des revenus sous forme de capitations dont il n'est pas possible d'auditer l'exhaustivité de façon satisfaisante. Par conséquent, notre audit de ces produits s'est limité aux montants inscrits dans les comptes du Syndicat - Caisse générale et nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants des revenus de capitation comptabilisés, de l'excédent des revenus sur les dépenses et des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023, de l'actif à court terme aux 31 décembre 2024 et 2023, et des soldes de fonds aux 1er janvier et aux 31 décembre 2024 et 2023.

As disclosed in Note 2 to the financial statements, the Union – General Fund has employee future benefits that have not been recorded in the financial statements and continues to use the funding valuation to measure the accrued benefit obligations for its other plans, which constitute departures from Canadian accounting standards for not-for-profit organizations. If employee future benefits had been accounted for in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, the fund balance as at December 31, 2024, would have been decreased and liabilities would have been increased by $39,248,118 ($71,203,129 as at December 31, 2023) and the excess of revenue over expenses for the year ended December 31, 2024, would have been increased by $11,633,024 (decreased by $7,980,625 in 2023). The fund balance as at January 1st, 2024 would have been decreased by $71,203,129 (decreased by $62,056,300 as at January 1, 2023) and the change in the fund balance related to the remeasurement of other items related to employee future benefits for the year ended December 31, 2024 would have been decreased by $20,285,987 (increased by $17,127,454 in 2023).

Our audit opinion on the financial statements for the year ended December 31, 2023, was modified because of the possible effects of this scope limitation and of this departure from Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards ("Canadian GAAS"). Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report. We are independent of the Union – General Fund in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our qualified audit opinion.

Other information

We draw attention to the fact that the figures presented under the budget columns for expenses are provided for information purposes only. We have neither audited nor reviewed them. Accordingly, we do not express any audit opinion, review engagement conclusion or other form of assurance thereon.

Comme indiqué à la note 2 des états financiers, le Syndicat - Caisse générale a des avantages sociaux futurs qui n'ont pas été inscrits aux états financiers et continue d'utiliser l'évaluation actuarielle de capitalisation pour évaluer les obligations au titre des prestations constituées de ses autres régimes, ce qui constituent des dérogations aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. Si les avantages sociaux futurs avaient été comptabilisés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, le solde du fonds au 31 décembre 2024 aurait été diminué et le passif aux titres des prestations constituées aurait été augmenté de 39 248 118$ (71 203 129 $ au 31 décembre 2023) et l'excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, aurait été augmenté de 11 633 024$ (augmenté de 7 980 625 $ en 2023). Le solde de fonds au 1er janvier 2024 aurait été diminué de 71 203 129 $ (diminué de 62 056 300 $ au 1er janvier 2023) et la variation du solde de fonds liée à la réévaluation des autres éléments liés au passif au titre des prestations constituées de l'exercice terminé le 31 décembre 2023 aurait été diminuée de 20 285 987 $ (augmentée de 17 127 454 $ en 2023).

Nous avons exprimé une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2023, en raison des incidences possibles de cette limitation sur l'étendue de nos travaux et de cette dérogation aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Syndicat – Caisse générale conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserves.

Autre point

Nous attirons l'attention sur le fait que les chiffres présentés sous les colonnes budget pour les dépenses sont fournis à titre d'information seulement. Nous ne les avons ni auditées ni examinées. En conséquence, nous n'exprimons aucune opinion d'audit, aucune conclusion de mission d'examen ni aucune autre forme d'assurance à l'égard de celles-ci.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Union – General Fund's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Union – General Fund or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Union – General Fund's financial reporting process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian GAAS will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Syndicat – Caisse générale à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Syndicat – Caisse générale ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Syndicat – Caisse générale.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

As part of an audit in accordance with Canadian GAAS, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.

- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Union – General Fund's internal control.

- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.

- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Union – General Fund's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Union – General Fund to cease to continue as a going concern.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Syndicat – Caisse générale.

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Syndicat – Caisse générale à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Syndicat – Caisse générale à cesser son exploitation.

- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

Deloitte LLP

Chartered Professional Accountants
Licensed Public Accountants
June 18, 2025

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Le 18 juin 2025

Canadian Union of Public Employees – General Fund
Statement of financial position
As at December 31, 2024

Syndicat canadien de la fonction publique – Caisse générale État de la situation financière
au 31 décembre 2024

	2024 $	2023 $	
Assets			**Actif**
Current assets			À court terme
Cash	**18,783,040**	14,872,459	Encaisse
Per capita tax receivable	**52,607,963**	36,375,655	Capitation à recevoir
Other receivables	**4,354,281**	3,301,720	Autres débiteurs
Due from National Defence Fund	**2,517,276**	—	Montant dû de la Caisse nationale de défense
Due from National Strike Fund	**—**	1,734	Montant dû de la Caisse nationale du gréve
Prepaid expenses	**3,851,821**	3,578,172	Frais payés d'avance
	82,114,381	58,129,740	
Trust assets	**533,601**	391,775	Actifs en fidéicommis
Investments – Restricted for employee future benefits (Note 3)	**185,618,665**	161,730,929	Placements – restreint aux avantages sociaux futurs (note 3)
Investments – General Fund (Note 3)	**58,648,385**	69,821,370	Placements – Caisse générale (note 3)
Loan receivable (Note 4)	**800,000**	900,000	Prêt à recevoir (note 4)
Capital assets (Note 5)	**112,536,065**	108,486,994	Immobilisations corporelles (note 5)
Intangible assets (Note 6)	**8,822,371**	5,379,314	Actifs incorporels (note 6)
	449,073,468	404,840,122	
Liabilities			**Passif**
Current liabilities			À court terme
Accounts payable – trade and accrued liabilities	**22,752,851**	21,331,167	Créditeurs – fournisseurs et charges à payer
Due to National Defence Fund	**—**	2,475,711	Montant dû à la Caisse nationale de défense
Due to National Strike Fund	**515,196**	—	Montant dû à la Caisse nationale du gréve
Provision for convention	**2,189,919**	100,000	Provision pour congrès
Funds held for others	**1,844,418**	1,855,001	Fonds conservés pour des tiers
Current portion of obligations under capital leases (Note 8)	**682,154**	645,172	Tranche à court terme des obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 8)
Current portion of mortgages payable (Note 9)	**1,905,415**	20,628,886	Tranche à court terme des hypothèques à payer (note 9)
	29,889,953	47,035,937	
Trust liabilities	**533,601**	391,775	Passifs en fidéicommis
Accrued benefit liability (Note 7)	**293,195,273**	269,004,263	Passif au titre des prestations constituées (note 7)
Obligations under capital leases (Note 8)	**1,715,474**	2,397,628	Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 8)
Mortgages payable (Note 9)	**33,840,391**	17,035,123	Hypothèques à payer (note 9)
	359,174,692	335,864,726	
Contingencies and guarantees, and commitments (Notes 10 and 11)			Éventualités et garanties, et engagements (notes 10 et 11)
Fund balance			**Solde du fonds**
Invested in capital and intangible assets	**83,215,002**	73,159,499	Investi en immobilisations corporelles et incorporelles
Internally restricted (Note 12)	**4,200,132**	4,158,116	Affecté d'origine interne (note 12)
Unrestricted	**2,483,642**	(8,342,219)	Non affecté
	89,898,776	68,975,396	
	449,073,468	404,840,122	

The accompanying notes and schedules are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.

On behalf of the National Executive Board

Au nom du Conseil exécutif national

National President, Président national

National Secretary-Treasurer, Secrétaire-trésorière nationale

Canadian Union of Public Employees – General Fund
Statement of operations
Year ended December 31, 2024

Syndicat canadien de la fonction publique – Caisse générale
État des résultats
Exercice terminé le 31 décembre 2024

	Budget 2024 $	2024 $	2023 $	
Revenue				**Revenus**
Per capita tax and initiation fees	**263,856,912**	**276,917,780**	265,485,512	Capitation et droits d'initiation
Allocation to National Defence Fund	**—**	**—**	(3,000,000)	Répartition à la Caisse de défense
Investment income				Revenus de placement
Employee future benefits	**3,000,000**	**8,075,255**	5,883,499	Avantages sociaux futurs
General	**555,000**	**3,883,922**	2,885,486	Général
Change in unrealized gain on marketable investments	**—**	**11,442,595**	7,324,087	Variation du gain non réalisé sur les placements
Interest on per capita tax arrears	**72,000**	**93,577**	140,711	Intérêts sur les arrérages de capitation
Miscellaneous	**600,000**	**647,578**	564,310	Divers
	268,083,912	**301,060,707**	279,283,605	
Expenses				**Dépenses**
General (Schedule A)	**15,223,377**	**16,543,333**	16,352,705	Générales (annexe A)
Per capita tax – C.L.C.	**5,787,521**	**5,929,002**	5,727,503	Capitation – C.T.C.
Salaries (Schedule B)	**116,575,856**	**117,453,832**	108,936,438	Salaires (annexe B)
Employee benefits – current (Schedule B)	**31,424,217**	**32,850,992**	30,422,920	Avantages sociaux du personnel – courant (annexe B)
Employee benefits – future (Schedule B)	**34,706,539**	**45,754,267**	39,035,476	Avantages sociaux du personnel – futur (annexe B)
Travel	**17,767,439**	**18,733,998**	16,853,766	Déplacements
Rent and property expenses	**20,446,680**	**20,459,417**	18,281,730	Loyers et dépenses des immeubles
Office	**3,186,122**	**2,390,088**	2,140,927	Bureau
Equipment leases and maintenance	**2,261,840**	**2,078,692**	1,777,393	Location et entretien d'équipement
Telecommunications	**1,246,578**	**1,048,023**	1,004,151	Télécommunications
Postage	**235,216**	**274,163**	233,221	Affranchissement
Professional fees	**1,733,975**	**1,515,883**	1,120,159	Honoraires professionnels
Programs (Schedule C)	**17,485,495**	**15,105,637**	15,257,771	Programmes (annexe C)
	268,080,855	**280,137,327**	257,144,160	
Excess of revenue over expenses	**3,057**	**20,923,380**	22,139,445	**Excédent des revenus sur les dépenses**

The accompanying notes and schedules are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires et les annexes fon intégrante des états financiers.

Canadian Union of Public Employees – General Fund

Statement of changes in fund balances

Year ended December 31, 2024

Syndicat canadien de la fonction publique – Caisse générale

État de l'évolution du solde de fonds

Exercice terminé le 31 décembre 2024

	Invested in tangible capital and intangible assets **Investi en immobilisations corporelles et incorporelles** **$**	**Internally restricted** **Affecté d'origine interne** **$**	**Unrestricted** **Non affecté** **$**	**Total 2024** **$**	Total 2023 $	
Balance, beginning of year	**73,159,499**	**4,158,116**	**(8,342,219)**	**68,975,396**	46,835,951	**Solde au début**
Excess of revenue over expenses	**—**	**—**	**20,923,380**	**20,923,380**	22,139,445	Excédent des revenus sur les dépenses
Internal restrictions for National Convention and National Events Assistance Fund	**—**	**276,918**	**(276,918)**	**—**	—	Affectations d'origine interne pour la Caisse de participation au congrès et aux événements nationaux
Expenses incurred for National Convention and National Events Assistance Fund	**—**	**(234,902)**	**234,902**	**—**	—	Dépenses engagées pour la Caisse de participation au congrès et aux événements nationaux
Amortization of capital and intangible assets	**(7,668,560)**	**—**	**7,668,560**	**—**	—	Amortissement des immobilisations corporelles et actifs incorporels
Acquisitions of capital and intangible assets	**15,160,688**	**—**	**(15,160,688)**	**—**	—	Acquisition d'immobilisations corporelles et actifs incorporels
Net decrease in obligations under capital leases	**645,172**	**—**	**(645,172)**	**—**	—	Diminution nette des obligations découlant de contrats de location-acquisition
Net decrease in mortgages payable	**1,918,203**	**—**	**(1,918,203)**	**—**	—	Diminution nette des hypothèques à payer
Balance, end of year	**83,215,002**	**4,200,132**	**2,483,642**	**89,898,776**	68,975,396	**Solde à la fin**

The accompanying notes and schedules are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.

Canadian Union of Public Employees – General Fund
Statement of cash flows
Year ended December 31, 2024

Syndicat canadien de la fonction publique – Caisse générale
État des flux de trésorerie
Exercice terminé le 31 décembre 2024

	2024	2023	
	$	$	
Operating activities			**Activités de fonctionnement**
Excess of revenue over expenses	**20,923,380**	22,139,445	Excédent des revenus sur les dépenses
Items not affecting cash			Éléments sans effet sur l'encaisse
Change in unrealized gain on marketable investments	**(11,442,595)**	(7,324,087)	Variation du gain non réalisé sur les placements
Amortization of capital and intangible assets	**7,668,560**	6,969,707	Amortissement des immobilisations corporelles et actifs incorporels
	17,149,345	21,785,065	
Changes in non-cash operating working capital items (Note 13)	**(14,046,915)**	589,526	Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement de fonctionnement (note 13)
Change in accrued benefit liability	**24,191,010**	19,435,428	Variation du passif au titre des prestations constituées
	27,293,440	41,810,019	
Investing activities			**Activités d'investissement**
Acquisition of capital assets	**(11,048,582)**	(3,247,581)	Acquisition d'immobilisations corporelles
Acquisition of intangible assets	**(4,112,106)**	(6,068,998)	Acquisition d'actifs incorporels
Disposal of capital assets	**—**	3,513	Cession d'immobilisations corporelles
Decrease in loan receivable	**100,000**	100,000	Diminution du prêt à recevoir
Acquisition of investments	**(407,207,293)**	(294,524,400)	Acquisition de placements
Disposal of investments	**405,935,137**	249,357,652	Cession de placements
(Increase) decrease in due from National Defence and Strike Funds	**(4,476,057)**	5,836,221	(Augmentation) diminution du montant dû de la Caisse nationale de défense et la Caisse nationale de grève
	(20,808,901)	(48,543,593)	
Financing activites			**Activités de financement**
Repayment of mortgages	**(1,918,203)**	(1,914,001)	Remboursement d'hypothèques
Repayment of mortgages tangible capital leases	**(645,172)**	(608,575)	Remboursement des obligations découlant de contrats de location-acquisition
(Decrease) increase in funds held held for others	**(10,583)**	89,153	(Diminution) augmentation des fonds conservés pour des tiers
	(2,573,958)	(2,433,423)	
Net increase (decrease) in cash	**3,910,581**	(9,166,997)	Augmentation (diminution) nette de l'encaisse
Cash, beginning of year	**14,872,459**	24,039,456	Encaisse au début
Cash, end of year	**18,783,040**	14,872,459	**Encaisse à la fin**

The accompanying notes and supporting schedules are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.

1. Purpose of the organization

The Canadian Union of Public Employees (the "Union") is a national labour organization representing workers in a variety of jurisdictions throughout the public sector and areas of the private sector. The Union is an unincorporated association with rights and responsibilities regulated by provincial and federal labour laws and is exempt from income tax as a labour organization under the Income Tax Act (Canada).

2. Accounting policies

Except where noted, the financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations and include the following significant accounting policies:

Basis of accounting and presentation

The financial statements have been prepared using the deferral method of accounting. Under this method, revenue and expenses are reflected in the accounts in the period in which they have been earned and incurred respectively, whether or not such transactions have been finally settled by the receipt or payment of money.

The Union has adopted fund accounting as a basis of reporting its activities and separate financial statements are prepared for the General Fund, National Defence Fund and National Strike Fund. The Union also prepares combined financial statements which include all three funds. These financial statements present the activities of the General Fund only.

Presentation of a controlled entity

The CUPE Global Justice Fund Inc., which is controlled by the Union, is not consolidated in the Union's financial statements. The Union has elected not to consolidate its results, but to provide summarized financial statements in Note 16.

1. Nature de l'organisme

Le Syndicat canadien de la fonction publique (le « Syndicat ») est un syndicat national qui représente les travailleuses et travailleurs d'une variété de champs dans le secteur public et de certains domaines dans le secteur privé. Le Syndicat est une association non constituée en société dont les droits et responsabilités sont réglementés par les lois du travail fédérales et provinciales et est exempt d'impôt selon la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

2. Méthodes comptables

Mis à part aux endroits indiqués, les états financiers ont été dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

Méthode de comptabilité et présentation

Les états financiers ont été préparés selon la méthode du report. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont imputés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés ou engagés, sans considération du moment où les opérations auxquelles ils se rapportent sont réglées par un encaissement ou un décaissement.

Le Syndicat a adopté la comptabilité par fonds comme norme de présentation de ses activités et des états financiers distincts sont préparés pour la Caisse générale, la Caisse nationale de défense et la Caisse nationale de grève. Le Syndicat prépare aussi des états financiers cumulés qui incluent les trois fonds. Ces états financiers ne présentent que les activités de la Caisse générale.

Présentation d'une entité contrôlée

Le Fonds du SCFP pour la justice mondiale Inc., qui est contrôlé par le Syndicat, n'est pas consolidé dans les états financiers du Syndicat. Le Syndicat a choisi de ne pas consolider les résultats, mais de présenter les états financiers condensés à la Note 16.

2. Accounting policies (continued)

Early adoption of Accounting Guideline 20 ("AcG-20"), Customer's Accounting for Cloud Computing Arrangements

Effective January 1, 2024, the Union has early adopted AcG-20. The guideline provides guidance on determining whether a software element is a software intangible asset or a software service, and how to account for expenditures in a cloud computing arrangement.

In accordance with AcG-20, an entity has an option to apply the simplification approach to account for expenditures in a cloud computing arrangement within the scope of the guideline. In applying the simplification approach, the expenditures in the arrangement shall be treated as the supply of services and the entity shall recognize the expenditures related to the elements in the cloud computing arrangement as an expense as incurred. The simplification approach is an accounting policy that shall be applied consistently to expenditures in all cloud computing arrangements.

An entity that does not apply the simplification approach is required to determine if a software element within the scope of AcG-20 is a software intangible asset or a software service:

a) If the software element is an intangible asset, an entity will apply Section 3064, Goodwill and Intangible Assets, to account for the implementation expenditures.

b) If the software element is a service, the guideline provides a policy choice to either capitalize qualifying implementation expenditures or expense implementation expenditures.

2. Méthodes comptables (suite)

Adoption de la Note d'orientation concernant la comptabilité 20 (NOC-20), « Traitement comptable des accords d'infonuagique par les clients »

Au 1 janvier 2024, le Syndicat a adopté la NOC-20. La nouvelle note d'orientation fournit des directives sur la manière de déterminer si la composante logicielle constitue un actif incorporel logiciel ou un logiciel-service, et sur la manière dont les entités devraient comptabiliser les dépenses engagées dans le cadre d'un accord d'infonuagique.

Conformément à la NOC-20, une entité peut adopter la mesure de simplification prévue à l'égard des dépenses engagées dans le cadre d'un accord d'infonuagique qui entrent dans le champ d'application de la note d'orientation. En appliquant cette mesure, les dépenses liées à l'accord doivent être traitées comme se rattachant à la fourniture de services et l'entité doit comptabiliser en charges, lorsqu'elles sont engagées, les dépenses liées à un accord d'infonuagique. La mesure de simplification constitue une méthode comptable qui doit être appliquée de façon uniforme aux dépenses liées à tout accord d'infonuagique.

Une entité qui choisit de ne pas appliquer la mesure de simplification doit déterminer si une composante logicielle constitue un actif incorporel logiciel ou un logiciel-service, conformément à la NOC-20 :

a) Si la composante logicielle est un actif incorporel, l'entité doit comptabiliser les dépenses liées aux activités d'implantation en appliquant le chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels »[9].

b) Si la composante logicielle est un logiciel-service, l'entité doit appliquer la méthode comptable choisie, à savoir inscrire à titre d'actif les dépenses admissibles liées aux activités d'implantation ou comptabiliser en charges les dépenses liées aux activités d'implantation.

2. Accounting policies (continued)

Early adoption of Accounting Guideline 20 ("AcG-20"), Customer's Accounting for Cloud Computing Arrangements (continued)

The Union has elected to capitalize qualifying costs associated with implementing a software service as an intangible asset.

The Union has applied the guideline in accordance with the transition provisions of AcG-20. An entity that does not apply the simplification approach shall apply the guideline either retrospectively or only to expenditures on implementation activities incurred in a cloud computing arrangement on or after the beginning of the earliest period presented in the financial statements in which the entity first applies the guideline. The adoption of AcG-20 did not have an impact on the Union's financial statements.

Revenue recognition

The Union's principal sources of revenue consist of per capita tax and investment income.

Revenue from per capita tax is recognized over the period to which the revenue relates. Revenue received in advance is deferred to the period to which the revenue relates.

Investment revenue and other revenue are recognized over the period to which the revenue relates.

2. Méthodes comptables (suite)

Adoption de la Note d'orientation concernant la comptabilité 20 (NOC-20), « Traitement comptable des accords d'infonuagique par les clients » (suite)

Le Syndicat a choisi de capitaliser les coûts admissibles associés à la mise en œuvre d'un service logiciel en tant qu'actif incorporel.

Le Syndicat a appliqué la directive conformément aux dispositions transitoires de l'AcG-20. Une entité qui n'applique pas l'approche de simplification doit appliquer la directive soit de manière rétrospective, soit uniquement aux dépenses liées aux activités de mise en œuvre engagées dans un arrangement de cloud computing à partir du début de la première période présentée dans les états financiers dans laquelle l'entité applique pour la première fois la directive. L'adoption de l'AcG-20 n'a pas eu d'impact sur les états financiers de du Syndicat.

Constatation des produits

Le Syndicat a comme sources principales de revenus la capitation et les revenus de placement.

Les revenus de capitation sont constatés dans la période à laquelle ils se rapportent. Les revenus reçus en avance sont reportés dans la période à laquelle ils se rapportent.

Les revenus de placement et autres revenus sont constatés dans la période à laquelle ils se rapportent.

2. Accounting policies (continued)

Financial instruments

Initial measurement

Financial assets and financial liabilities originated or exchanged in arm's length transactions are initially recognized at fair value when the Union becomes a party to the contractual provisions of the financial instrument. Financial assets and financial liabilities originated or exchanged in related party transactions, except for those that involve parties whose sole relationship with the Union is in the capacity of management, are initially recognized at cost.

The cost of a financial instrument in a related party transaction depends on whether the instrument has repayment terms. The cost of financial instruments with repayment terms is determined using its undiscounted cash flows, excluding interest and dividend payments, less any impairment losses previously recognized by the transferor. The cost of financial instruments without repayment terms is determined using the consideration transferred or received by Union in the transaction.

Subsequent measurement

All financial instruments are subsequently measured at amortized cost except for investments which are measured at fair value.

Transaction costs

Transaction costs related to financial instruments subsequently measured at fair value are expensed as incurred. Transaction costs related to other financial instruments are added to the carrying value of the asset or netted against the carrying value of the liability and are then recognized over the expected life of the instrument using the effective interest method. Any premium or discount related to an instrument measured at amortized cost is amortized over the expected life of the item using the effective interest method and recognized in net earnings as interest income or expense.

2. Méthodes comptables (suite)

Instruments financiers

Évaluation initiale

Les actifs financiers et les passifs financiers créés ou échangés dans des opérations conclues dans des conditions de pleine concurrence sont constatés initialement à la juste valeur au moment où le Syndicat devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Les instruments financiers créés ou échangés dans des opérations entre apparentés, sauf pour les parties qui n'ont pas d'autre relation avec le Syndicat qu'en leur qualité de membres de la direction, sont initialement évalués au coût.

Le coût d'un instrument financier issu d'une opération entre apparentés dépend du fait que l'instrument est assorti ou non de modalités de remboursement. Lorsqu'il l'est, le coût est déterminé au moyen de ses flux de trésorerie non actualisés, compte non tenu des paiements d'intérêts et de dividendes, et déduction faite des pertes de valeur déjà comptabilisées par le cédant. Sinon, le coût est déterminé en fonction de la contrepartie transférée ou reçue par le Syndicat dans le cadre de l'opération.

Évaluation ultérieure

Tous les instruments financiers sont évalués au coût après amortissement, à l'exception des placements qui sont évalués à la juste valeur.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction liés aux instruments financiers évalués à la juste valeur après leur comptabilisation initiale sont passés en charges au moment où ils sont engagés. Dans le cas des autres instruments financiers, les coûts de transaction sont comptabilisés en augmentation de la valeur comptable de l'actif ou en diminution de la valeur comptable du passif et sont ensuite constatés sur la durée de vie prévue de l'instrument selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tout escompte ou toute prime lié à un instrument évalué au coût après amortissement est amorti sur la durée de vie prévue de l'instrument selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comptabilisé en résultat net à titre de produit ou de charge d'intérêts.

2. Accounting policies (continued)

Financial instruments (continued)

Impairment

With respect to financial assets measured at cost or amortized cost, the Union recognizes an impairment loss, if any, in net earnings when there are indicators of impairment and it determines that a significant adverse change has occurred during the period in the expected timing or amount of future cash flows. When the extent of impairment of a previously written-down asset decreases and the decrease can be related to an event occurring after the impairment was recognized, the previously recognized impairment loss is reversed to net earnings in the period the reversal occurs.

Capital and intangible assets

Land and buildings are capitalized in the year of purchase. Land is not amortized due to its infinite life. Buildings are amortized on a straight-line basis over their estimated useful life of forty years. Constructions in progress are recorded at cost and amortized when the asset is put into service.

Computer equipment and computer software and licenses having a unit cost of $1,000 or more are capitalized and amortized on a straight-line basis over their estimated useful life of three to five years. Furniture and equipment having a unit cost of $2,500 or more are capitalized and amortized on a straight-line basis over their estimated useful life of five to ten years.

Cloud computing arrangements are accounted for using the simplification approach, whereby expenditures in the arrangement are expensed as incurred.

Leasehold improvements are amortized on a straight-line basis over the term of the lease for rented properties or over twenty-five years for owned properties under capital leases.

2. Méthodes comptables (suite)

Instruments financiers (suite)

Dépréciation

Dans le cas des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, la Syndicat comptabilise en résultat net une perte de valeur, le cas échéant, lorsqu'il y a des indications de dépréciation et lorsqu'elle observe un changement défavorable important au cours de la période dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs. Lorsque l'ampleur de la dépréciation d'un actif précédemment déprécié se réduit et que cette réduction peut être rattachée à un événement postérieur à la comptabilisation de la moins-value, la moins-value déjà comptabilisée fait l'objet d'une reprise à même le résultat net de l'exercice au cours duquel la reprise a lieu.

Immobilisations corporelles et actifs incorporels

Les édifices et les terrains sont capitalisés durant l'année de l'achat. Les terrains ne sont pas amortis en raison de leur durée de vie infinie. Les édifices sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimée à quarante ans. Les constructions en cours sont comptabilisées au coût et sont amorties lorsque l'actif est mis en service.

L'équipement informatique et les logiciels et licences dont le coût unitaire est de 1 000 $ ou plus sont capitalisés et amortis en utilisant la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimée de trois à cinq ans. Le mobilier et l'équipement dont le coût unitaire est de 2 500 $ ou plus sont capitalisés et amortis en utilisant la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimée de cinq à dix ans.

Les ententes d'infonuagique sont comptabilisées à l'aide de l'approche de simplification, selon laquelle les dépenses prévues sont passées en charges au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail dans le cas des locations ou sur une période de vingt-cinq ans dans le cas des propriétés détenues en vertu de contrats de location-acquisition.

2. Accounting policies (continued)

Capital and intangible assets

Property owned in all provinces (with the exception of Québec) is registered in the name of Canadian Union of Public Employees Realty Holdings Incorporated for legal purposes but is held solely for the benefit of all members and is therefore included in these financial statements.

Impairment of long-lived assets

Where circumstances indicate that a capital asset has been impaired, its net book value must be returned to the fair value or replacement cost of the capital asset. Reductions in the value of fixed assets should be recognized as expenses in the statement of operations. A reduction in value should not be taken back.

Provision for convention

Provisions are liabilities accrued over a reasonable period prior to their anticipated dates of payment. The estimated cost of a biennial convention is amortized over the 24-month period ending on December 31 of the year of the convention.

Employee benefit plans

The Union has a number of defined benefit plans providing pension, long-term disability, and other retirement and post-employment benefits to its employees. The Union recognizes as a pension expense only the amount of contributions made. The Union recognizes as a non-pension employee future benefit expense the amounts budgeted for the current year and investment income earned and unrealized gains or losses on investments designated for employee future benefits during the year. The effect of this departure from Canadian accounting standards for not-for-profit organizations is disclosed in Note 7.

2. Méthodes comptables (suite)

Immobilisations corporelles et actifs incorporels

Les propriétés détenues dans toutes les provinces (à l'exception du Québec) sont légalement enregistrées au nom de Canadian Union of Public Employees Realty Holdings Incorporated, et ne servent exclusivement qu'aux membres; elles sont donc comprises dans les présents états financiers.

Dépréciation d'actifs à long terme

Lorsque des circonstances indiquent qu'une immobilisation a subi une dépréciation, sa valeur comptable nette doit être remenée à la juste valeur ou au coût de remplacement de l'immobilisation. Les réductions des valeurs d'immobilisations doivent être comptabilisées à titre de charges dans l'état des résultats. Une réduction de valeur ne doit faire l'objet de reprise.

Provision pour congrès

Les provisions sont des passifs accumulés sur une période raisonnable avant leurs dates prévues de paiement. Les frais estimatifs du congrès biennal sont amortis sur la période de 24 mois se terminant le 31 décembre de l'année du congrès.

Régimes d'avantages sociaux du personnel

Le Syndicat a un certain nombre de régimes à prestations déterminées offrant des prestations de retraite, d'invalidité de longue durée et d'autres prestations de retraite et d'après-emploi à ses employés. Le Syndicat ne comptabilise comme charge de retraite que le montant des cotisations versées. Le Syndicat comptabilise comme une charge d'avantages sociaux futurs autres que de retraite les montants budgétés pour l'année en cours et les revenus de placement gagnés et les gains et pertes non réalisés sur les placements désignés pour les avantages sociaux futurs au cours de l'année. L'incidence de cette dérogation aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif est présentée à la Note 7.

2. Accounting policies (continued)

Employee benefit plans (continued)

Effective January 1, 2022, amendments to section 3462, Employee Future Benefits came into force. The amendments to this section remove the accommodation to allow the use of a funding valuation for defined benefits plans without a funding valuation requirement. In accordance with the transition provisions, the amendments had to be applied at the beginning of the first fiscal year in which these amendments are first applied. The Union did not adopt the amendments to section 3462. The impact of this departure from Canadian accounting standards for not-for-profit organizations is disclosed in Note 7.

Use of estimates

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosures of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenue and expenses during the reporting period. Actual results could differ from these estimates. Assumptions are used in estimating the fair value of investments, the collectability of accounts receivable, the determination of per capita tax receivable, the estimated useful life of capital assets and intangible assets, the amount of certain accrued liabilities, the provision for convention and the estimates underlying the accrued benefit liability.

2. Méthodes comptables (suite)

Régimes d'avantages sociaux du personnel (suite)

Le 1er janvier 2022, des modifications au chapitre 3462, Avantages sociaux futurs, sont entrées en vigueur. Les modifications apportées à ce chapitre suppriment les mesures d'accommodement visant à permettre l'utilisation d'une évaluation de capitalisation pour les régimes à prestations déterminées sans exigence d'évaluation de la capitalisation. Conformément aux dispositions transitoires, les modifications devaient être appliquées au début de l'exercice de première application des modifications. Le Syndicat n'a pas adopté les modifications au chapitre 3462. L'incidence de cet écart par rapport aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif est présentée à la Note 7.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits des activités et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations. Les estimations sont utilisées pour établir la juste valeur des placements, le recouvrement des débiteurs, l'établissement du montant de capitation à recevoir, la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles et les actifs incorporels, le montant de certaines charges à payer, la provision pour congrès et les hypothèses qui sous-tendent le passif au titre des prestations constituées.

3. Investments

Investments are summarized as follows:

	Employee future benefits Avantages sociaux futurs		Other investments Autres investissements		Total		2024	
	Fair value Juste valeur $	Cost Coût $	Fair value Juste valeur $	Cost Coût $	Fair value Just valeur $	Cost Coût $	%	
Cash	**461,510**	**461,510**	**13,190**	**13,190**	**474,700**	**474,700**	**—**	Encaisse
Short-term investments	**3,914,584**	**3,914,584**	**47,537,012**	**47,537,012**	**51,451,596**	**51,451,595**	**22**	Placements à court terme
Term deposits	**—**	**—**	**1,123,024**	**1,123,024**	**1,123,024**	**1,123,024**	**—**	Dépôts à terme
Accrued interest	**138,531**	**138,531**	**419,122**	**419,122**	**557,653**	**557,653**	**—**	Intérêts courus
Short-term investments	**4,514,625**	**4,514,625**	**49,092,348**	**49,092,348**	**53,606,974**	**53,606,973**	**22**	Placements à court terme
Bonds								Obligations
Corporate and others	**16,646,225**	**11,000,000**	**9,486,037**	**9,372,537**	**26,132,261**	**20,372,537**	**11**	Sociétés et autres
Equities	**164,457,815**	**138,617,167**	**70,000**	**70,000**	**164,527,815**	**138,687,167**	**67**	Actions
Long-term investments	**181,104,040**	**149,617,167**	**9,556,037**	**9,442,537**	**190,660,076**	**159,059,704**	**78**	Placements à long terme
	185,618,665	**154,131,792**	**58,648,385**	**58,534,885**	**244,267,050**	**212,666,677**	**100**	

	Employee future benefits Avantages sociaux futurs		Other investments Autres investissements		Total		2023	
	Fair value Juste valeur $	Cost Coût $	Fair value Juste valeur $	Cost Coût $	Fair value Just valeur $	Cost Coût $	%	
Cash	397,336	390,796	17,929	17,929	415,265	408,725	—	Encaisse
Short-term investments	3,163,587	3,170,127	64,173,707	64,173,707	67,272,500	67,343,834	30	Placements à court terme
Term deposits	—	—	1,114,999	1,114,999	1,114,999	1,114,999	—	Dépôts à terme
Accrued interest	153,947	153,947	553,160	553,159	707,106	707,106	—	Intérêts courus
Short-term investments	3,714,870	3,714,870	65,859,795	65,859,794	69,509,870	69,574,664	30	Placements à court terme
Bonds								Obligations
Government								Gouvernement
Corporate and others	16,243,685	11,000,000	3,891,575	3,901,650	20,135,261	14,901,650	9	Sociétés et autres
Equities	141,772,374	126,848,462	70,000	70,000	141,842,374	126,918,462	61	Actions
Long-term investments	158,016,059	137,848,462	3,961,575	3,971,650	161,977,635	141,820,112	70	Placements à long terme
	161,730,929	141,563,332	69,821,370	69,831,444	231,487,505	211,394,776	100	

Investments restricted for employee future benefits

As at December 31, 2024, investments totaling $185,618,665 ($161,730,929 in 2023) are restricted for the sole purpose of financing employee future benefits. These include vacation and severance payout at termination of employment or retirement, long-term disability payments, and extended health, dental and life insurance benefits for retirees. Please refer to Note 7 for more details on these plans.

Determination of fair value

Short-term investments consist of money market pooled funds and term deposits. The fair value of these short-term investments is approximately equal to their cost.

Bonds are debt obligations of governments and corporate entities paying interest at rates appropriate to the market at their date of purchase. Bonds are valued at the year-end quoted market prices.

3. Placements

Les placements se répartissent comme suit :

Placements restreints aux avantages sociaux futurs

Au 31 décembre 2024, des placements totalisant 185 618 665$ (161 730 929 $ en 2023) étaient restreints aux seules fins de financer les avantages sociaux futurs. Ceux-ci comprennent les indemnités de départ en vacances et indemnités de fin de contrat de travail ou de départ à la retraite, les indemnités d'invalidité de longue durée et les prestations d'assurance-maladie, dentaire et vie étendue pour les retraités. Veuillez-vous reporter à la note 7 pour plus de détails sur ces régimes.

Détermination de la juste valeur

Les placements à court terme sont composés de fonds communs de placement dans les marchés monétaires et de dépôts à terme. La juste valeur de ces placements à court terme est comparable à leur coût.

Les obligations représentent des instruments d'emprunt de gouvernements et de sociétés par actions, produisant des rendements en intérêts comparables à ceux du marché au moment de leur achat. Les obligations sont évaluées au cours du marché en date de fin d'exercice.

3. Investments (continued)

Determination of fair value (continued)

The bonds mature at face value on a staggered basis over the next year (one year in 2023). Effective interest rates to maturity for these securities range from 1.94% to 4.33% (from 2.64% to 5.66% in 2023)

Equities consist of listed securities recorded at prices based upon public market quotations.

Market risk

Investment in financial instruments renders the Union susceptible to the potential risk arising from the failure of a party to a financial instrument to discharge its obligation when due. The maximum investment risk to the Union is equal to the fair value of the investments.

Concentration of risk

Concentrations of risk exist when a significant proportion of the portfolio is invested in securities with similar characteristics or subject to similar economic, political or other conditions. Management believes that the concentrations described above do not represent excessive risk.

3. Placements (suite)

Détermination de la juste valeur (suite)

L'échéance des obligations s'échelonne sur une période d'un an (d'un an en 2023). Les taux d'intérêt effectifs pour ces titres varient de 1,94% à 4,33% jusqu'à leur échéance (2,64 % à 5,66 % en 2023).

Les placements en actions sont constitués de titres cotés à des prix basés sur des cours du marché public.

Risque lié aux marchés

En investissant dans des instruments financiers, le Syndicat s'expose au risque inhérent qu'un émetteur d'instrument financier ne puisse faire face à ses obligations à la date convenue. Le risque maximal auquel s'expose le Syndicat est égal à la juste valeur des placements.

Concentration du risque

Il y a concentration du risque lorsqu'une tranche importante du portefeuille est constituée de placements dans des valeurs présentant des caractéristiques semblables ou sensibles aux mêmes facteurs économiques, politiques ou autres. La direction est d'avis que les concentrations décrites ci-dessus ne représentent pas de risque excessif.

4. Loan receivable

4. Prêt à recevoir

	2024 $	2023 $	
CUPE NB Division, non-interest-bearing, repayable in annual instalments of $100,000	**900,000**	1,000,000	SCFP N.-B., sans intérêt, remboursable en versements annuels de 100 000 $
Current portion	**100,000**	100,000	Tranche à court terme
	800,000	900,000	

The current portion is included in accounts receivable.

La tranche à court terme est incluse dans les débiteurs.

5. Capital assets

5. Immobilisations corporelles

	Cost Coût $	Accumulated amortization Amortissement cumulé $	2024 Net book value Valeur comptable nette $	2023 Net book value Valeur comptable nette $	
Land					Terrains
National office					Bureau national
St-Laurent	**2,427,951**	**—**	**2,427,951**	2,427,951	St-Laurent
Ottawa	**1,308,354**	**—**	**1,308,354**	1,308,354	Ottawa
Halifax	**600,000**	**—**	**600,000**	600,000	Halifax
Charlottetown	**108,353**	**—**	**108,353**	108,353	Charlottetown
Moncton	**47,725**	**—**	**47,725**	47,725	Moncton
Saint-John	**179,225**	**—**	**179,225**	179,225	Saint-Jean
Fredericton	**353,147**	**—**	**353,147**	353,147	Fredericton
Edmundston	**24,500**	**—**	**24,500**	24,500	Edmundston
Cornwall	**36,698**	**—**	**36,698**	36,698	Cornwall
Kingston	**88,735**	**—**	**88,735**	88,735	Kingston
Brandon	**137,945**	**—**	**137,945**	137,945	Brandon
Toronto	**4,924,000**	**—**	**4,924,000**	4,924,000	Toronto
Regina	**118,642**	**—**	**118,642**	118,642	Regina
Saskatoon	**83,781**	**—**	**83,781**	83,781	Saskatoon
Cranbrook	**88,543**	**—**	**88,543**	88,543	Cranbrook
Trail	**61,881**	**—**	**61,881**	61,881	Trail
Comox	**193,033**		**193,033**	193,033	Comox
Buildings					Édifices
National office					Bureau national
St-Laurent	**22,690,683**	**9,587,811**	**13,102,872**	13,607,924	St-Laurent
Ottawa	**8,612,692**	**2,528,389**	**6,084,303**	6,287,421	Ottawa
Halifax	**4,575,834**	**1,622,112**	**2,953,722**	2,878,403	Halifax
Charlottetown	**916,750**	**328,945**	**587,805**	545,601	Charlottetown
Moncton	**485,913**	**220,265**	**265,648**	260,177	Moncton
Saint John	**1,472,149**	**599,692**	**872,457**	890,558	Saint-Jean
Fredericton	**2,706,958**	**1,071,134**	**1,635,823**	1,633,256	Fredericton
Edmundston	**86,902**	**69,758**	**17,143**	20,692	Edmundston
Cornwall	**576,528**	**296,023**	**280,504**	303,901	Cornwall
Kingston	**1,204,692**	**419,320**	**785,373**	856,113	Kingston
Brandon	**1,018,133**	**431,849**	**586,284**	494,458	Brandon
Toronto	**30,627,472**	**10,074,607**	**20,552,865**	20,983,059	Toronto
Regina	**1,822,825**	**925,384**	**897,441**	687,463	Regina
Saskatoon	**995,788**	**466,684**	**529,105**	585,953	Saskatoon
Cranbrook	**765,728**	**327,640**	**438,088**	444,581	Cranbrook
Trail	**639,367**	**243,394**	**395,973**	420,645	Trail
Burnaby	**32,873,170**	**5,777,852**	**27,095,318**	27,923,858	Burnaby
Comox	**446,276**	**260,566**	**185,710**	203,434	Comox
Leasehold improvements	**28,419,235**	**13,889,885**	**14,529,350**	9,844,120	Améliorations locatives
Computer equipment	**13,926,803**	**11,098,950**	**2,827,853**	1,859,392	Équipement informatique
Furniture and equipment	**9,092,378**	**6,870,518**	**2,221,860**	1,700,501	Mobilier et équipement
Balance, carry-forward	**174,738,788**	**67,110,778**	**107,628,010**	103,214,023	Solde à reporter

5. Capital assets (continued)

5. Immobilisations corporelles (suite)

	Cost Coût $	Accumulated amortization Amortissement cumulé $	2024 Net book value Valeur comptable nette $	2023 Net book value Valeur comptable nette $	
Balance, carried forward	**174,738,788**	**67,110,778**	**107,628,010**	103,214,023	Solde, reporté
Assets under capital leases					Actifs sous contrats de location-acquisition
Office space					Locaux à bureaux
Sept-Îles	**46,239**	**26,817**	**19,422**	21,270	Sept-Îles
Baie-Comeau	**89,946**	**54,005**	**35,941**	38,197	Baie-Comeau
Rimouski	**211,000**	**113,504**	**97,496**	102,776	Rimouski
Saguenay	**272,237**	**268,483**	**3,754**	4,540	Saguenay
Québec	**1,028,725**	**533,691**	**495,034**	520,750	Québec
Trois-Rivières	**503,787**	**302,269**	**201,518**	221,666	Trois-Rivières
Montréal	**9,468,214**	**5,603,603**	**3,864,611**	4,144,957	Montréal
Rouyn-Noranda	**570,821**	**380,542**	**190,279**	218,815	Rouyn-Noranda
	12,190,969	**7,282,914**	**4,908,055**	5,272,971	
	186,929,757	**74,393,692**	**112,536,065**	108,486,994	

The cost and accumulated amortization at December 31, 2023 were $180,166,340 and $71,679,348 respectively.

Le coût et l'amortissement cumulé au 31 décembre 2023 étaient 180 166 340 $ et 71 679 348 $ respectivement.

6. Intangible assets

6. Actis incorporels

	Cost Coût $	Accumulated amortization Amortissement cumulé $	2024 Net book value valeur comptable nette $	2023 Net book value valeur comptable nette $	
Computer software and licences	**24,691,413**	**15,869,042**	**8,822,371**	5,379,314	Logiciels et licences

The cost and accumulated amortization at December 31, 2023 were $22,822,345 and $17,443,031 respectively.

Le coût et l'amortissement cumulé au 31 décembre 2023 étaient 22 822 345 $ et 17 443 031 $ respectivement.

7. Employee future benefits

The Union has a number of benefit plans providing pension and other retirement and post-employment benefits to its employees.

7. Passif au titre des prestations constituées

Le Syndicat a établi un certain nombre de régimes offrant à ses employés un régime de retraite et autres prestations de retraite et avantages postérieurs à l'emploi.

7. Employee future benefits (continued)

Pension plan

A contributory defined benefit pension plan, which covers substantially all of the Union's employees, provides pensions based on the length of service and average annual earnings of the best three years. Pensions are subject to indexing contingent on the level of going concern funding. The benefits are financed through a pension fund administered by a joint board of trustees.

Other plans

The Union provides its employees with long-term disability benefits, severance pay and payment of unused vacation entitlements on termination of employment or retirement, and post-retirement medical and dental and life insurance benefits, in accordance with the provisions of collective agreements with its staff unions. The post-retirement medical and dental benefits are provided to employees, their spouses and dependent family members. The Union pays the full cost of these benefits, except for certain contributions for post-retirement medical and dental benefits that are paid by employees retiring with less than a minimum period of service. The Union finances some of these benefits internally, some under administrative services only arrangements and some through insurance policies. The Union holds investments that are restricted to financing the benefits expected to be paid under these plans as detailed in Note 3.

7. Passif au titre des prestations constituées (suite)

Régime de retraite

Un régime de retraite contributif à prestations déterminées qui couvre la quasi-totalité des employés du Syndicat procure une pension basée sur la durée de service des employés et sur leur salaire moyen annuel au cours des trois meilleures années. Les régimes font l'objet d'une indexation qui dépend du niveau de financement sur la base de la continuité. Les prestations sont financées par un fonds de pension administré par un conseil conjoint de fiduciaires.

Autres régimes

Le Syndicat offre à ses employés des prestations d'invalidité à long terme, d'indemnité de départ et le remboursement de congés non utilisés lors de la cessation d'emploi ou du départ à la retraite, ainsi que des prestations d'assurance-maladie et dentaire et d'assurance-vie après la retraite, conformément aux dispositions de conventions collectives avec ses syndicats. Les prestations dentaires et d'assurance-maladie après emploi sont offertes aux employés, le conjoint et les membres de la famille à charge. Le Syndicat verse le montant total de ces prestations dentaires et d'assurance-maladie, sauf dans les cas où les employés sont partis à la retraite en ayant moins que la durée de service minimale à leur effectif. Le Syndicat finance certaines prestations à l'interne, certaines sous les services administratifs seulement et encore certaines par l'intermédiaire de ses polices d'assurance. Le Syndicat détient des placements limités aux paiements liés au financement des avantages attendus au titre de ces régimes, comme indiqué à la Note 3.

7. Employee future benefits (continued)

Effect of applying Canadian accounting standards

The table on the following page shows the Union's obligations and value of plan assets, determined in accordance with the CPA Canada Handbook Part II, Section 3462, Employee Future Benefits, and Part III, Section 3463, Employee Future Benefits for Not-for-Profit Organizations. For the pension plan, the obligations include the value of future contingent indexing benefits. Actuarial valuations to determine these obligations are carried out at year-end, by independent actuaries using a basis consistent with the most recent going concern actuarial valuation of the pension plan for funding purposes.

Effective January 1, 2022, amendments to section 3462, Employee Future Benefits came into force. The amendments to this section remove the accommodation to allow the use of a funding valuation for defined benefits plans without a funding valuation requirement. In accordance with the transition provisions, the amendments had to be applied at the beginning of the first fiscal year in which these amendments are first applied. This adoption impacts the Union's Other plans which are now required to calculate the accrued benefit liability using an accounting valuation. However, the Union did not adopt the amendments and continues to use the funding valuation. As a result, the main impact of the amendments was to use a discount rate of 4.80% as at December 31, 2024 (4.70% as at December 31, 2023) as required by the accounting valuation compared to a discount rate of 5.75% (5.75% as at December 31, 2023) as required by the funding valuation.

At December 31, 2024, the defined benefit obligation is understated by $39,284,118.

7. Passif au titre des prestations constituées (suite)

Effet lié à l'application des Normes comptables canadiennes

Le tableau de la page suivante présente les obligations du syndicat et la valeur des actifs du régime, déterminées conformément à la partie II, chapitre 3462, Avantages sociaux futurs, et à la partie III, chapitre 3463, Avantages sociaux futurs des organismes sans but lucratif du Manuel de CPA Canada. Pour le régime de retraite, les obligations comprennent la valeur des prestations d'indexation conditionnelles futures. Des évaluations actuarielles pour déterminer ces obligations sont effectuées à la fin de l'exercice par des actuaires indépendants sur une base conforme à la plus récente évaluation actuarielle en continuité du régime de retraite aux fins de capitalisation.

À compter du 1er janvier 2022, des modifications au chapitre 3462, Avantages sociaux futurs sont entrées en vigueur. Les modifications apportées à ce chapitre retirent l'accommodement de permettre l'utilisation d'une évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation pour les régimes à prestations déterminées sans exigence d'évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation. Conformément aux dispositions transitoires, les modifications devaient être appliquées au début de l'exercice de première application des modifications. Cette adoption a une incidence sur les autres régimes du Syndicat qui sont désormais tenus de calculer le passif au titre des prestations constituées à l'aide d'une évaluation comptable. Cependant, le Syndicat n'a pas adopté les modifications et continue d'utiliser l'évaluation actuarielle de capitalisation. Par conséquent, la principale incidence des modifications a été d'utiliser un taux d'actualisation de 4,80% au 31 décembre 2024 (4,70 % au 31 décembre 2023) tel que requis par l'évaluation comptable comparativement à un taux d'actualisation de 5,75% (5,75 % au 31 décembre 2023) comme l'exige l'évaluation actuarielle de capitalisation.

Au 31 décembre 2024, l'obligation au titre des prestations définies est sous-évaluée de 39 284 118 $.

7. Employee future benefits (continued)

Effect of applying Canadian accounting standards (continued)

The significant assumptions used in the actuarial valuations of the pension and other plans are:

7. Passif au titre des prestations constituées (suite)

Effet lié à l'application des Normes comptables canadiennes (suite)

Les hypothèses importantes retenues pour les évaluations actuarielles des régimes de retraite et des autres régimes sont les suivantes :

	Pension plan / Régime de retraite		Other plans / Autres régimes		
Assumptions	**2024 %**	2023 %	**2024 %**	2023 %	Hypothèses
Rate of salary increase	**3.00**	3.00	**3.00**	3.00	Taux d'augmentation sur les salaries
Inflation	**2.00**	2.00	**2.00**	2.00	Inflation
Discount rate	**5.80**	5.80	**4.80**	4.70	Taux d'escompte
Medical cost trend rate**	**n.a**	n.a	**4.37**	4.56	Taux d'evolution des couts médicaux**

** Trending to 4.00% in 2026 and remaining at that level thereafter. Tendance à 4,00% en 2026 et à ce niveau par la suite.

The mortality table used is the 2014 Private Sector Canadian Pensioners' Mortality Table, without size adjustment factor, and improvement scale MI-2017.

La table de mortalité utilisée est la table de mortalité des rentiers canadiens du secteur privé de 2014, sans facteur d'ajustement, ni échelle d'amélioration de la mortalité MI-2017.

7. Employee future benefits (continued)

Effect of applying Canadian accounting standards (continued)

The obligations as determined by independent actuaries and the market value of the assets are as follows:

	2024			2023			
	Pension plan	**Other plans**		Pension plan	Other plans		
	Régime de retraite	**Autres régimes**		Régime de retraite	Autres régimes		
	$	**$**	**Total $**	$	$	Total $	
Accrued benefit obligations	**845,515,500**	**332,479,391**	**1,177,994,891**	809,281,400	309,391,092	1,118,672,492	Obligations au titre des prestations constituées
Provision for adverse deviation	**66,795,700**	**—**	**66,795,700**	63,933,200	—	63,933,200	Provision pour écarts défavorables
Provision for future pension indexing	**12,009,300**	**—**	**12,009,300**	—	—	—	Provision pour indexation future des prestations
Accrued benefit obligations, end of year	**924,320,500**	**332,479,391**	**1,256,799,891**	873,214,600	309,391,092	1,182,605,692	Obligations au titre des prestations constituées à la fin
Plan assets, at fair value, end of year	**924,320,500**	**—**	**924,320,500**	842,398,300	—	842,398,300	Juste valeur des actifs des régimes à la fin
Plan deficit	**—**	**(332,479,391)**	**(332,479,391)**	(30,816,300)	(309,391,092)	(340,207,392)	Déficit des régimes

The following table discloses the impact on the Union's financial statements had the Union consistently applied the *CPA Canada Handbook* with respect to its obligations for employee future benefits.

Impact on the statement of operations							Incidence sur l'état des résultats
Calculated benefit expense	**15,790,300**	**33,020,839**	**33,020,839**	15,799,500	29,833,940	45,633,440	Calcul de la charge au titre des prestations constituées
Provision for future pension indexing	**279,700**	**—**	**279,700**	—	—	—	Provision pour indexation future des prestations
Expenses recorded in the financial statements	**14,969,596**	**45,754,267**	**60,723,863**	15,176,400	38,437,665	53,614,065	Dépenses comptabilisées dans les états financiers
Overstatement of expenses in the financial statements	**(1,100,404)**	**12,733,428**	**11,633,024**	(623,100)	8,603,725	7,980,625	Surévaluation des dépenses aux états financiers
Impact on the statement of financial position							Incidence sur l'état de la situation financière
Calculated accrued benefit liability	**—**	**332,479,391**	**332,479,391**	30,816,300	309,391,092	340,207,392	Passif calculé au titre des prestations constituées
Accrued benefit liability reported on the financial statements	**—**	**293,195,273**	**293,195,273**	—	269,004,263	269,004,263	Passif au titre des prestations constituées inscrit dans les états financiers
Understatement overstatement of the accrued benefit liability	**—**	**(39,284,118)**	**(39,284,118)**	(30,816,300)	(40,386,829)	(71,203,129)	Sous-évaluation du passif au titre des prestations constituées
Impact on the statement of changes in fund balance							Incidence sur l'état de l'évolution du solde du fonds
Overstatement of the fund balance, at beginning	**30,816,300**	**40,386,829**	**71,203,129**	37,868,400	24,187,900	62,056,300	Surévaluation du solde de fonds, au début
(Understatement) overstatement of excess of revenue over expenses	**1,100,404**	**(12,733,428)**	**(11,633,024)**	623,100	(8,603,725)	(7,980,625)	Sous-évaluation (sur-évaluation) de l'excédent des revenus sur les dépenses
Calculated remeasurements and other items relating to employee future benefits	**(31,916,704)**	**11,630,717**	**(20,285,987)**	(7,675,200)	24,802,654	17,127,454	liés au passif au titre des prestations constituées
Understatement of change fund balance	**—**	**39,284,118**	**39,284,118**	30,816,300	40,386,829	71,203,129	Sous-évaluation de l'évolution du solde du fonds

7. Passif au titre des prestations constituées (suite)

Effet lié à l'application des Normes comptables canadiennes (suite)

Les obligations établies par des actuaires indépendants et la valeur marchande de l'actif sont les suivantes :

Le tableau suivant divulgue l'incidence sur les états financiers du Syndicat si celui-ci avait appliqué de façon cohérente le *Manuel de CPA Canada* à l'égard des obligations au titre des prestations constituées.

7. Employee future benefits (continued)

Effect of applying Canadian accounting standards (continued)

Under the terms of the Union's collective agreements with its staff unions, any special payments that the Union is required to make in respect of pension plan solvency deficiencies, plus interest, are required to be returned to the Union in the form of reduced contributions when the deficiencies are eliminated. The accumulated amount of the Union's special payments, plus interest net of investment expenses, as at December 31, 2024, is $8,416,546 ($7,514,102 in 2023).

7. Passif au titre des prestations constituées (suite)

Effet lié à l'application des Normes comptables canadiennes (suite)

Aux termes des conventions collectives du Syndicat avec ses employés, les paiements spéciaux que le Syndicat est tenu de faire en ce qui concerne le déficit de solvabilité du régime de retraite, plus les intérêts, doivent être retournés au Syndicat sous la forme de contributions réduites lorsque le déficit de solvabilité est éliminé. Le montant cumulé des paiements spéciaux du Syndicat, plus les intérêts déduction faite des dépenses de gestion de placement, au 31 décembre 2024 est 8 416 546 $ (7 514 102 $ en 2023).

8. Obligations under capital leases

8. Obligations découlant de contrats de location-acquisition

	2024 $	2023 $	
			Obligations de location-acquisition pour un espace à
- Baie-Comeau, repayable in monthly instalments of $613, including interest at 6.58%, maturing in March 2023	**—**	1,830	- Baie-Comeau, remboursable par versements mensuels de 613 $, intérêts compris à 6,58 %, échéant en mars 2023
- Montréal, repayable in monthly instalments of $52,456, including interest at 5.99%, maturing in November 2027	**1,411,010**	2,065,743	- Montréal, remboursable par versements mensuels de 52 456 $, intérêts compris à 5,99 %, échéant en novembre 2027
- Rimouski, repayable in monthly instalments of $1,361, including interest at 6.00%, maturing in June 2028	**51,583**	64,442	- Rimouski, remboursable par versements mensuels de 1 361 $, intérêts compris à 6,00 %, échéant en juin 2028
- Québec, repayable in monthly instalments of $6,195, including interest at 5.30%, maturing in February 2029	**282,338**	340,045	- Québec, remboursable par versements mensuels de 6 195 $, intérêts compris à 5,30 % échéant en mars 2029
- Trois-Rivières, repayable in monthly instalments of $3,223, including interest at 6.00%, maturing in November 2034	**289,516**	245,729	- Trois-Rivières, remboursable par versements mensuels de 3 223 $, intérêts compris à 6,00 %, échéant en novembre 2034
- Sept-Îles, repayable in monthly instalments of $268, including interest at 5.00%, maturing in July 2035	**26,545**	30,678	- Sept-Îles, remboursable par versements mensuels de 268 $, intérêts compris à 5,00 %, échéant en juillet 2035
- Rouyn-Noranda, repayable in monthly instalments of $3,242, including interest at 4.80%, maturing in January 2036	**336,636**	294,333	- Rouyn-Noranda, remboursable par versements mensuels de 3 242 $, intérêts compris à 4,80 %, échéant en janvier 2036
	2,397,628	3,042,800	
Current portion	**682,154**	645,172	Tranche à court terme
	1,715,474	2,397,628	

8. Obligations under capital leases (continued)

Principal payments required over the upcoming years:

	$
2025	682,154
2026	588,869
2027	526,495
2028	135,021
2029 and thereafter	465,089
	2,397,628

8. Obligations découlant de contrats de location-acquisition (suite)

Versements en capital requis au cours des prochains exercices :

2025	
2026	
2027	
2028	
2029 et par la suite	

9. Mortgages payable

9. Hypothèques à payer

	2024 $	2023 $	
Mortgage payable for the national office building on St-Laurent, repayable in monthly instalments of $45,127, including interest at 5.35%, maturing in January 2033	**3,553,212**	3,896,809	Hypothèque à payer pour le bureau national sur St-Laurent, remboursable en versements mensuels de 45 217 $, incluant les intérêts à 5,35 %, échéant en janvier 2033
Mortgage payable for the Toronto office building, repayable in monthly instalments of $85,364, including interest at 3.55%, maturing in November 2026	**9,943,505**	10,603,191	Hypothèque à payer pour le bureau de Toronto, remboursable en versements mensuels de 85 364 $, incluant les intérêts à 3,55 %, échéant en novembre 2026
Mortgage payable for the Ottawa office building, repayable in monthly instalments of $44,217, including interest at 4.94%, maturing in January 2033	**3,538,406**	3,886,697	Hypothèque à payer pour le bureau d'Ottawa, remboursable en versements mensuels de 44 217 $, incluant les intérêts à 4,94 %, échéant en janvier 2033
Mortgage payable for the British Columbia Regional Office (BCRO) building, repayable in monthly instalments of $132,088, including interest at 5.59%, maturing in April 2029	**18,710,683**	19,277,312	Hypothèque à payer pour le bureau régional de la Colombie-Britannique (BCRO) remboursable en versements mensuels de 132 088 $, incluant les intérêts à 5,59 %, échéant en avril 2029
	35,745,806	37,664,009	
Current portion	**1,905,415**	20,628,886	Tranche à court terme
	33,840,391	17,035,123	

Principal payments required over the upcoming years:

	$
2025	1,905,415
2026	10,670,042
2027	1,424,260
2028	1,499,031
2029 and thereafter	20,247,058
	35,745,806

Versements en capital requis au cours des prochains exercices :

2025	
2026	
2027	
2028	
2029 et par la suite	

In April 2024, the Union renewed its mortgage for the BCRO.

En avril 2024, le Syndicat a renouvelé son hypothèque pour le BCRO.

10. Contingencies and guarantees

Legal actions

In the ordinary course of business, the Union becomes involved in various legal actions. While the ultimate effect of such actions cannot be ascertained at this time, management believes that their resolution will not have a material adverse effect on the financial statements.

10. Éventualités et garanties

Poursuites en justice

Dans le cours normal de ses activités, le Syndicat fait l'objet de diverses poursuites en justice. Bien que l'issue de ces poursuites ne puisse être connue à l'heure actuelle, la direction est d'avis que celles-ci n'auront pas d'effet défavorable significatif sur les états financiers.

11. Commitments

The Union is committed under operating leases for office space, office equipment and vehicles over the next five years as follows:

11. Engagements

Le Syndicat s'est engagé en vertu de contrats de location-exploitation pour des locaux à bureaux, de l'équipement de bureau et des automobiles pour les cinq prochains exercices de la façon suivante :

	Office space Locaux à bureaux $	Office equipment Équipement de bureau $	Vehicles Automobiles $	Total Total $	
2025	8,625,390	519,706	5,200,486	14,345,582	2025
2026	8,102,632	427,834	4,796,750	13,327,216	2026
2027	7,434,618	365,656	4,147,354	11,947,628	2027
2028	5,291,011	113,188	2,982,504	8,386,703	2028
2029	4,821,082	-	1,408,392	6,229,474	2029
	34,274,733	1,426,384	18,535,486	54,236,603	

12. Fund balance – internally restricted

The internally restricted balance represents internal restrictions for:

12. Solde du fonds – affecté d'origine interne

Le solde affecté d'origine interne représente les affectations d'origine interne de :

	2024 **$**	2023 $	
National Convention and National Events Assistance Fund	**1,720,045**	1,678,029	Caisse de participation au congrès et aux événements nationaux
Regional Building Fund	**2,480,087**	2,480,087	Fonds d'immobilisations régionales
	4,200,132	4,158,116	

13. Changes in non-cash operating working capital items

13. Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement de fonctionnement

	2024 $	2023 $	
Per capita tax receivable	**(16,232,308)**	544,642	Capitation à recevoir
Other receivables	**(1,052,561)**	(316,727)	Autres débiteurs
Prepaid expenses	**(273,649)**	533,630	Frais payés d'avance
Accounts payable – trade and accrued liabilities	**1,421,684**	1,790,376	Créditeurs – fournisseurs et charges à payer
Provision for convention	**2,089,919**	(1,962,395)	Provision pour congrès
	(14,046,915)	589,526	

14. Financial instruments

Fair value

The carrying value of per capita tax receivable, accounts receivable, accounts payable – trade and accrued liabilities and funds held for others approximates their fair value due to the relatively short periods to maturity of those instruments.

Refer to Notes 3 and 4 for fair values related to the Union's other financial instruments.

Interest rate risk

Interest rate risk is the exposure of the Union's earnings that arises from fluctuations in interest rates. The Union is exposed to interest rate risk on its investments, capital leases and mortgages payable.

Credit risk

Credit risk arises from the potential that locals and other parties will fail to honour their obligations. The Union is exposed to credit risk through per capita tax receivable, accounts receivable and loans receivable. The Union limits the amount of credit extended when considered necessary.

14. Instruments financiers

Juste valeur

La valeur comptable de la capitation à recevoir, des débiteurs, des créditeurs – fournisseurs et charges à payer et des fonds conservés pour des tiers se rapproche de leur juste valeur étant donné leur courte échéance.

Voir les Notes 3 et 4 pour les justes valeurs afférentes aux autres instruments financiers du Syndicat.

Risques de taux d'intérêt

Les risques de taux d'intérêt auxquels les bénéfices du Syndicat sont exposés surviennent à cause des fluctuations des taux d'intérêt. Le Syndicat est exposé à des risques dus aux taux d'intérêt de ses placements, des contrats de location-acquisition et de ses hypothèques à payer.

Risques de crédit

Des risques de crédit se présentent lorsque certaines sections locales et autres groupes ne font pas face à leurs obligations. Le Syndicat est exposé au risque de crédit provenant de la capitation à recevoir, des débiteurs et des prêts à recevoir. Le Syndicat limite le montant de crédit avancé si nécessaire.

15. Controlled entity and related party transactions

The Union is the sole voting member of the CUPE Global Justice Fund Inc., a corporation incorporated without share capital under the *Canada Not-For Profit Corporation Act* that has a mandate to enhance the struggle for social justice by organized workers internationally and in Canada. The CUPE Global Justice Fund Inc. is deemed a non-profit organization under the *Income Tax Act* (Canada), and accordingly, is not subject to income taxes.

The Union's financial statements have not been prepared on a consolidated basis with the entity.

The summarized financial statements of the CUPE Global Justice Fund Inc. are as follows:

15. Entité contrôlée et opérations entre apparentés

Le Syndicat est le seul membre votant du Fonds du SCFP pour la justice mondiale Inc., une compagnie incorporée sans capital-actions en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* qui a pour mandat de renforcer sur le plan international et au Canada la lutte des syndiqués pour la justice sociale. Le Fonds du SCFP pour la justice mondiale Inc. est considéré comme un organisme sans but lucratif selon la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et, par conséquent, n'est pas sujet à l'impôt sur le revenu.

Les états financiers du Syndicat n'ont pas été préparés sur une base consolidée avec cette entité.

Les états financiers condensés du Fonds SCFP pour la justice mondiale Inc. se résument comme suit:

Summarized statement of financial position / État résumé de la situation financière

	2024 $	2023 $	
Assets	**264,992**	420,066	Actif
Liabilities	**12,148**	158,870	Passif
Net assets			Actif net
Unrestricted	**252,844**	261,196	Non affecté
	—	420,066	

Summarized statement of operations / État résumé des résultats

	2024 $	2023 $	
Revenue	**213,743**	214,244	Revenus
Expenses	**222,095**	211,765	Dépenses
(Deficiency) excess of revenue over expenses	**(8,352)**	2,479	(Insuffisance) excédent des revenus sur les dépenses

General expenses – Schedule A

Dépenses générales – Annexe A

	Budget 2024 $	2024 $	2023 $	
National Executive Board and Committee Meetings	**490,928**	**600,176**	561,575	Conseil et comité exécutif national Rencontres
Other expenses	**480,900**	**423,495**	712,522	Autres dépenses
National Committee expenses	**880,522**	**1,724,049**	1,391,713	Dépenses des comités nationaux
National conferences	—	**332,417**	766,994	Conférences nationales
National Sector Council	**727,300**	**1,017,917**	172,669	Conseil du secteur national
National trustees	**75,000**	**22,782**	22,102	Syndics nationaux
Insurance	**190,317**	**179,592**	177,288	Assurances
International affiliations	**273,177**	**227,851**	232,431	Affiliations internationales
Convention	**2,138,536**	**1,960,282**	3,418,841	Congrès
C.L.C. convention and committees	**53,000**	**55,896**	66,308	Congrès du C.T.C. et comités
Scholarship Fund – labour college	**80,000**	**76,216**	73,755	Fonds / bourses – collège des employés
Constitution printing	—	**43,842**	11,110	Impression des statuts
Employee assistance program	**1,508,326**	**1,728,890**	1,858,070	Programme d'aide aux employés
Moving expenses	**192,560**	**125,228**	164,910	Frais de déménagement
COPE local 491: Education Fund	**12,096**	**12,332**	13,204	Fonds d'éducation – section locale 491 SEPB
Translation	**425,000**	**406,477**	599,394	Traduction
Donations	**70,000**	**138,234**	38,883	Dons
Investment management fees and Bank Ch	**800,000**	**1,012,384**	707,094	Frais de gestion des placements et frais bancaires
Global Justice Fund	**88,800**	**73,197**	70,724	Fonds de justice mondiale
Pension Benefit Guarantee Fund	**325,000**	**177,519**	281,818	Fonds de garantie des prestations de retraite
Sabbatical leave	**202,113**	—	195,936	Congés sabbatiques
Strengthening provincial divisions	**1,344,102**	**1,344,100**	1,328,444	Renforcer les divisions provinciales
Strengthening district councils	**70,000**	**70,417**	30,962	Renforcer les conseils régionaux
Overtime	**195,700**	**293,031**	254,372	Temps supplémentaire
Special donations	—	**202,655**	300,695	Dons spéciaux
Election spending	**1,000,000**	**2,350,499**	204,488	Élections
Strategic directions	**2,250,000**	**1,603,836**	2,040,196	Directions stratégiques
Fightback expenses	**1,000,000**	**101,978**	156,287	Dépenses de riposte
COVID-19 costs	**100,000**	**3,139**	262,342	Dépenses COVID-19
Total general expenses, before internally restricted expenses	**14,973,377**	**16,308,431**	16,115,127	Total des dépenses générales, avant les dépenses affectées d'origine interne
National Convention Assistance Fund	**250,000**	**234,902**	237,578	Caisse de participation au congrès national
Total general expenses	**15,223,377**	**16,543,333**	16,352,705	**Total des dépenses générales**

Salaries and benefits – Schedule B

Salaires et avantages sociaux – Annexe B

	Budget 2024 $	2024 $	2023 $	
Salaries				**Salaires**
National Officers	**432,946**	**433,444**	418,228	Officiers nationaux
Directors and Representatives	**77,197,267**	**77,871,380**	71,945,447	Directeurs et représentants
Administrative and Technical	**14,923,224**	**15,120,525**	13,844,369	Administratif et technique
Clerical	**22,412,572**	**21,972,507**	20,902,233	Clérical
Vacation Relief	**1,609,847**	**2,055,976**	1,826,161	Réduction de vacances
	116,575,856	**117,453,832**	108,936,438	
Employee Benefits - Current				**Avantages sociaux du personnel – courant**
Pension Plans	**18,424,241**	**19,319,309**	17,743,529	Régimes de retraites
Group Insurance	**11,077,595**	**11,525,253**	10,859,687	Assurance de groupe
Employment Insurance	**1,407,234**	**1,452,547**	1,325,811	Assurance emploi
Workers' Compensation	**515,147**	**553,883**	493,893	Indemnisation des travailleurs
	31,424,217	**32,850,992**	30,422,920	
Employee Benefits - Future				**Avantages sociaux du personnel – futur**
Vacation Pay Provision	**2,976,090**	**4,329,984**	4,180,023	Provision pour vacances
Severance Pay Provision	**3,148,264**	**3,794,979**	3,929,688	Provision pour indemnité de départ
Long-Term Disability	**4,746,606**	**12,285,543**	11,325,686	Invalidité de longue durée
Retiree Health Benefits	**7,805,579**	**8,303,478**	7,604,398	Avantages pour la santé des retraités
Employee Future Benefits Provision	**13,030,000**	**(2,353,948)**	(428,251)	Provision pour avantages sociaux futurs
Future Ben. Prov. – Investments	**3,000,000**	**8,075,255**	5,041,669	Provision pour avantages futurs – placements
Future Ben. Prov. – Unrealized Gains	—	**11,318,976**	7,382,263	Provision pour avantages futurs – gains non réalisés
	34,706,539	**45,754,267**	39,035,476	

Program expenses – Schedule C

Dépenses de programmes – Annexe C

	Budget 2024 $	2024 $	2023 $	
Finance and administration	**4,965,062**	**4,493,640**	3,966,736	Finances et administration
National services	**4,647,660**	**2,909,081**	3,659,231	Services nationaux
Human resources	**1,691,765**	**2,009,163**	1,651,397	Ressources humaines
Organizing and regional services	**1,473,442**	**1,117,723**	1,167,769	Organisation et services régionaux
Regions and service division	**4,707,566**	**4,576,030**	4,812,638	Régions et service de division
	17,485,495	**15,105,637**	15,257,771	